

L'ECONOMIE MAROCAINE : EVOLUTION AU PRISME DES THEORIES ECONOMIQUES DU DEVELOPPEMENT

De :

Abdelaziz KHALFAOUI

**Professeur en Economie et Gestion, Université Mohammed I, Oujda,
Faculté Polydisciplinaire - Nador.**

Résumé : La croissance soutenue de l'économie marocaine, enregistrée durant la dernière décennie peut laisser espérer un essor économique pour ce pays et un début d'amélioration du niveau de vie de sa population, au demeurant très mal classée dans les indicateurs de développement. Nous avons essayé dans cet article, de comparer l'évolution de l'économie marocaine, depuis l'indépendance jusqu'en 2014, avec les théories pionnières du développement, à savoir la théorie des cercles vicieux de pauvreté de Nurkse, la théorie de l'économie dualiste de Lewis, la théorie du retard économique de Rostow et la théorie structuraliste développée par Prebisch. Cet exercice a révélé que l'économie marocaine, à la fois se conforme à certains traits de ces théories, mais elle se singularise aussi sur d'autres aspects. Cette constatation corrobore la complexité du sous-développement.

Mots clés : Economie du développement, croissance, théories économiques, Maroc.

JEL: O11, O40, B22, O55.

Abstract: The Moroccan economy: analysis in the light of the economic development theories. The sustained growth of the Moroccan economy, registered during the last decade can leave hope for economic growth for the country and the beginning of improvement of living standards of its population classified as very poor development indicators. We have tried in this article to compare the development of the Moroccan economy since independence until 2014, with the pioneering development of theories, namely the theory of vicious circles of poverty Nurkse, the theory of dual economy of Lewis, the theory of economic retard of Rostow and the structuralist theory developed by Prebisch. This exercise revealed that the Moroccan economy, both complies with some features of these theories, but it stands out on other aspects. This finding corroborates the complexity of underdevelopment.

Key words: Development economics, growth, economic theories, Morocco.

Introduction

Avec un Indicateur de Développement Humain (IDH) de 0,628 en 2014, le Maroc est classé au 126ème rang sur 188 pays analysés, occupant une place médiane dans la catégorie des pays à niveau développement intermédiaire. Ce mauvais classement du Maroc dans le principal indicateur de mesure du développement révèle la mauvaise posture de l'économie marocaine, qui reste en dépit des efforts considérables déployés, une économie sous développée¹, incapable d'améliorer le bien-être de la population marocaine (en 2013, le revenu national brut par habitant est de 6905 dollars, l'espérance de vie à la naissance est 70,9 ans et un taux d'alphabétisation de 70,1% selon les statistiques de la PNUD).

Toutefois, le Maroc a enregistré des taux de croissance économique remarquables ces dernières années (un taux de croissance moyen supérieur à 6% sur la décennie 2001-2010, calculé à partir des publications de la banque centrale : Bank Al Maghrib). Cette tendance haussière sera légèrement affaiblie par la crise économique mondiale et par les turbulences engendrées par le printemps arabe. Cette croissance économique, ne s'est pas encore traduite par une nette amélioration du bien-être, car ses fruits étaient davantage orientés vers la réalisation des équilibres macroéconomiques. En effet, les pouvoirs publics marocains, sous les recommandations de ces principaux prêteurs (FMI, Banque mondiale, club de Paris,...) ont choisi de réduire la dette publique, qui ne représente que 63% du PIB en 2014 (elle a même atteint le seuil de 38,9% en 2005) et de maintenir le déficit budgétaire à un niveau faible (4,6% en 2014), et de maîtriser le niveau général des prix (le taux d'inflation est de 1,8% en 2014).

Par ailleurs, la conscience des autorités marocaines de l'importance du développement humain et social de leur population et la volonté d'améliorer le rang du pays dans les divers classements internationaux, restent présentes. En ce sens, le Maroc a lancé en 2005 la campagne de l'Initiative Nationale de Développement Humain (INDH), à laquelle une enveloppe budgétaire conséquente a été réservée, pour s'attaquer au déficit social en élargissant l'accès aux services sociaux de base, en promouvant les activités génératrices d'emplois et de revenus stables, en venant en aide aux personnes souffrant d'une grande vulnérabilité ou ayant des besoins spécifiques et en améliorant les conditions d'accès aux services et infrastructures de base (éducation, santé, route, eau et assainissement, protection de l'environnement etc.) et en jugulant les disparités entre le milieu urbain et le milieu rural. En outre, pour atténuer les inégalités de genre et encourager la participation des femmes dans la vie publique de la société, le Maroc a entrepris des réformes importantes (le nouveau code de la famille promulgué en 2004, une instauration d'un quota pour les femmes à la Chambre des Représentants, la constitutionnalisation de l'égalité homme-femme...) : Des réformes qui visent l'implication et l'épanouissement des femmes dans la société marocaine. S'agissant de l'accès aux soins, le Maroc s'est doté en 2009, d'un système de couverture médicale gratuite au profit des démunis, appelé le Régime d'Assistance Médicale (RAMED). Enfin, pour lutter contre les déséquilibres spatiaux, le Maroc a instauré le projet de la régionalisation avancée, visant à déléguer des larges prérogatives aux chefs de régions, pour définir et adopter le programme de développement le plus adéquat pour pouvoir contribuer, de façon effective au développement économique, politique, social, culturel et environnemental de leur territoire.

¹Pour distinguer les pays développés des pays moins développés, la littérature a utilisé plusieurs appellations pour ces derniers : pays en voie de développement, pays en développement, pays du sud, pays de la périphérie,... nous avons choisi de parler des pays sous-développés.

L'économie du développement, cette branche de la science économique, née dans les années 1950, et dont l'objet est d'analyser les processus de développement, de soulever les obstacles internes à affranchir, d'évoquer les contraintes extérieures à confronter par les pays dits sous-développés, va nous servir de repère pour situer l'économie marocaine dans le processus de développement, pour comparer son évolution aux diverses théories économiques du sous-développement et pour éventuellement, dégager les points de convergence et de divergence entre celle-ci et l'analyse théorique. Voilà les principaux objectifs recherchés par cet article.

Notre travail sera articulé autour de deux sections : la première tâchera de présenter brièvement une revue de littérature des différentes théories économiques explicatives du sous-développement ; la seconde essaiera de comparer les caractéristiques, l'évolution de l'économie marocaine en insistant ses ressemblances, ses particularités avec ces théories du sous-développement.

1. Le sous-développement : une revue de littérature

Les théories économiques dominantes jusqu'aux années 1950, à savoir la théorie néoclassique et la théorie keynésienne se sont avérées inappropriées pour expliquer le phénomène du sous-développement (Breton, 1980), car elles ont ignoré, d'une part, les spécificités des pays et sous-développés et d'autre part, le contexte historique de la formation du sous-développement (Assidon, 1992). Cette omission est le résultat de la confusion entretenue par ces théories entre la notion de « croissance » et celle du sous-développement (Perroux, 1964). Par conséquent, une nouvelle discipline a été forgée pour étudier les processus de transformation de longue durée, et sur un champ distinct et bien précis, le Tiers Monde (Conte, 2004).

Pour analyser le sous-développement, plusieurs théories ont vu le jour. Certains auteurs ont classé les principales théories de développement, en se basant sur un ordre chronologique pour retracer l'évolution de la pensée du sous-développement: nous allons garder ce même critère de présentation mais en adoptant, en plus un second : celui de la nature des causes explicatives du sous-développement présentées par les unes et par les autres, en effet, les théories du sous-développement peuvent être scindées en deux grandes familles : celles qui voient dans des facteurs internes (endogènes), l'origine le sous-développement (les théories libérales), il s'agit principalement de la théorie du cercle vicieux (Nurkse, 1953), de la théorie du dualisme (Lewis, 1954) et la théorie du retard (Rostow, 1960), et celles qui considèrent les facteurs externes comme le principal responsable du sous-développement à savoir la théorie structuraliste (Prebisch, Singer...) , et l'école de la dépendance avec ses divers courants (Furtado, Emmanuel, Amine, Frank...) .

1.1. Les théories des facteurs internes du sous-développement

Ce sont des théories d'inspiration libérale, que ce soit l'analyse de Lewis, de Nurkse ou de Rostow, le sous-développement est dû à des dysfonctionnements d'ordre interne, qui empêchent l'industrialisation de ces sociétés et par conséquent leur développement. Ces théories passent sous silence les circonstances historiques de formation du sous-développement. Nous allons présenter succinctement leurs apports.

1.1.1. Les cercle vicieux de la pauvreté de Nurkse

Cet économiste explique le sous-développement par un système circulaire de causalité entre plusieurs variables économiques (Conte, 2002) : les pays sous-développés sont globalement des pays pauvres qui se caractérisent par des faibles de revenus, lesquels se traduisent par une faible épargne, laquelle réduit les niveaux d'investissement et au final par un faible revenu. Par ailleurs, le faible revenu engendre la malnutrition de la population et impacte négativement le niveau de l'éducation, qui diminue la productivité, qui se solde par un niveau faible de revenu. Pour Nurkse, une des solutions pour casser ces cercles vicieux est l'ouverture de ces économies aux capitaux étrangers. L'afflux des capitaux étrangers dans les pays sous-développés permettra à ces derniers de remettre en marche leurs économies par un accroissement des investissements, ce qui engendre une augmentation des revenus et une amélioration du niveau de vie de la population.

Cette explication du sous-développement (Haggen, 1982) et (Szentes, 1982), sera sujette à de nombreuses critiques, d'une part, sur son incapacité à expliquer comment les pays de l'Europe Occidentale ont pu rompre avec le sous-développement pour s'industrialiser et pour se développer au moment de la révolution industrielle, et d'autre part, sur la non-concordance de la faiblesse de l'épargne avec des faits historiques : il y a beaucoup de pays pauvres qui ont réussi à épargner pour financer des guerres longues et coûteuses. Elle garde néanmoins, une pertinence pour l'explication du sous-développement, dans le sens où elle met l'accent sur l'une des caractéristiques les plus communes de la quasi-totalité des pays sous-développés : la faiblesse des revenus.

1.1.2. L'économie dualiste de Lewis

Lors d'un séjour au Thaïlande en 1952, Lewis a remarqué au sein de cette société, la cohabitation au sein d'une même économie, de deux secteurs économiques aux caractéristiques opposées : un secteur capitaliste, moderne, fondé sur l'industrie urbaine, il est capitaliste et se caractérise par une productivité élevée et un autre secteur traditionnel, vivrier principalement, caractérisé par un faible capital et par une productivité proche de zéro. Ce dualisme donne lieu au sein d'un même pays deux sociétés distinctes : chacune avec une organisation sociale, économique, avec un mode et niveau de vie différente de l'autre.

Selon cette vision, la prépondérance du secteur traditionnel (archaïque, très peu ouvert au changement, au progrès, aux innovations et à la rationalité économique), constitue un goulot d'étranglement pour l'essor économique des pays sous-développés (Benetti, 1974). Cependant, Lewis reste confiant dans la capacité du secteur moderne à absorber le secteur traditionnel. L'abondance de la main d'œuvre conjuguée à la faiblesse des salaires dans le secteur traditionnel, constituent une aubaine pour le secteur capitaliste, car ça lui permettra de maintenir les salaires à un niveau bas, et donc d'augmenter les profits. L'augmentation des profits conduira à l'accumulation du capital dont dépend le développement économique. Grâce au dynamisme du secteur capitaliste, le dualisme économique peut constituer un tremplin pour le développement économique d'une société, sous-développée à la base.

Nombreux reproches ont été adressés à la théorie de l'économie dualistes, en particulier sur ses hypothèses de départ : (l'offre illimitée de travail dans le secteur traditionnel, les niveaux d'écarts de salaires entre les deux secteurs, la productivité marginale nulle dans le secteur traditionnel, etc.), (Samuelson, 1962). Tout de même, elle a eu le mérite de confirmer l'originalité du phénomène du sous-développement et mettre en exergue le particularisme des sociétés sous-développées, et en cela, elle reste intéressante.

1.1.3. La théorie des étapes de croissance économique de Rostow

Pour Rostow, les différences de niveau de développement entre sociétés résultent d'un simple retard, les pays sous-développés le sont aujourd'hui, parce qu'ils n'ont pas encore achevé le processus de développement économique, les sociétés actuellement développées ont déjà parcouru le cheminement, à travers des étapes, au développement. Pour l'auteur, il existe cinq étapes de croissance économique : la société traditionnelle, les conditions préalables au décollage, le décollage, le progrès vers la maturité et l'ère de la consommation de masse.

-la société traditionnelle regroupe toutes les sociétés prénewtoniennes (Carlier, 2002), elle se caractérise par une prédominance des activités agricoles de type familial et personnel, (faible niveau de développement des forces productives, performances de production médiocres, absence de rapports de production formalisés...);

-les conditions préalables au décollage : il s'agit de la mise en place de nouvelles structures plus favorables au développement. La rupture avec la société traditionnelle s'opère à plusieurs niveaux : l'accroissement de la production agricole, l'amélioration des transports et des infrastructures, l'insertion dans le commerce international, le développement du système bancaire, la diffusion du progrès technique et l'apparition d'une classe dirigeante progressiste et créatives...;

-le décollage : il correspond à la phase de transition du sous-développement vers le développement. La réalisation du décollage est conditionnée par la réunion de trois conditions (Contes, 2003) : le taux d'investissement productif doit dépasser le seuil de 10% du revenu national, l'apparition d'industries capables d'exercer des effets d'entraînement sur l'ensemble des secteurs économiques et l'instauration d'un environnement politico-économique propice au maintien et à la consolidation de la croissance économique ;

-la marche vers la maturité : la croissance se diffuse pour l'ensemble des secteurs d'activité, par la hausse du taux de l'investissement, l'amélioration des secteurs sociaux (éducation, santé, loisirs...), l'urbanisation de la population et la démocratisation de la société ;

-la consommation de masse : La production de biens de consommation durables et le secteur des services deviennent largement dominants. A ce stade, l'Etat devient influent sur la scène internationale.

L'apport de Rostow est indéniablement intéressant, au moins pour deux raisons : d'une part, l'élaboration d'un modèle de développement, certes construit à la base des expériences des pays développés, mais permettant d'analyser le processus de développement et d'autre part, il permet de situer le stade de développement des pays sous-développés. Cela dit, il est critiquable sur plusieurs angles : Rostow définit un seul cheminement au développement, celui emprunté par les pays développés, sans tenir compte, ni du contexte historique ni des spécificités des pays sous-développés (Szentes, 1986) et (Bettelheim, 1971), en outre, le caractère linéaire du processus de développement et l'exclusion de la possibilité de chevauchement entre les étapes, et la définition floue pour certaines d'entre-elles (Kuznets, 1972).

En somme, cette famille de théories explicatives du sous-développement s'accorde à expliquer le phénomène par des facteurs internes, mais surtout elle partage un certain optimisme quant à l'avenir des pays sous-développés, qui devront, une fois éradiquer les obstacles responsables au retard de développement, atteindront le même niveau de développement que les pays actuellement développés. Cependant, cet optimisme sera rapidement mis en doute par une autre famille de théories de sous-développement. Et comme l'a signalé S.Amin : "Si comme discipline particulière de la science sociale, la théorie économique marginaliste ne vaut strictement rien, il n'est pas étonnant que les tentatives d'élaboration d'une "théorie du sous-développement" dans ce cadre soient particulièrement

pauvres²". Les adeptes de cette famille mettent l'accent beaucoup plus sur des facteurs exogènes pour expliquer le sous-développement.

1.2. Les théories des facteurs externes du sous-développement

Ces théories ont été forgées dans un contexte historique marqué par la dégradation des termes de l'échange aux dépens des pays sous-développés. Par conséquent, pour les partisans de ces théories, il est impossible, pour ces pays d'amorcer leur propre développement économique sans réussir une leur insertion sur le commerce extérieur, en raison de l'exiguïté de leur marché national et niveau faible du pouvoir d'achat de leurs population (Belem, 2010). Or, les exportations de la quasi- totalité des pays sous-développés se limitent à des minerais et des produits agricoles, à faible valeur, tandis que leurs importations (produits manufacturés notamment) sont de valeur supérieure. Il en résulte une dégradation des termes de l'échange et des déséquilibres économiques tout azimut. Face à ce constat, pour certains auteurs (les structuralistes), les pays sous-développés doivent promouvoir une industrie nationale capable de produire leurs propres besoins et limiter les importations. Pour d'autres auteurs (les dépendantistes), ils expliquent le sous-développement par l'exploitation historique exercée par les nations développées sur les nations sous-développées.

1.2.1. L'école structuraliste

C'est une école constituée par un groupe de spécialistes des sciences sociales travaillant à la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) des Nations Unies dont le chef de file est Prebisch. Ces auteurs divisent les pays du monde en deux groupes : les pays du Centre et les pays de la périphérie.

-Les premiers sont dotés de structures de production homogènes (une diffusion générale du progrès technique à l'ensemble de l'économie) leur permettant une production diversifiée, à forte valeur ajoutée et une grande complémentarité entre les divers secteurs économiques ;

-les seconds se caractérisent, au contraire, par des structures de production hétérogènes (la juxtaposition entre un secteur moderne et un autre archaïque), avec un faible niveau de complémentarité sectorielle et une production à faible valeur ajoutée.

Pour ces économistes, le sous-développement émane de la difficulté des pays de la périphérie à s'intégrer dans l'économie internationale, tout en signalant la responsabilité historique des pays du Centre qui n'ont pas accepté de partager les fruits de leur avance technologique avec les pays de la périphérie, en refusant de baisser les prix des produits manufacturés au profit des niveaux de salaires très élevés de leur populations.

Pour sortir du sous-développés, les pays de la périphérie doivent réduire leur indépendance vis-à-vis des pays Centre. Cette rupture se passe par une stratégie d'industrialisation (l'Industrialisation par Substitution des Importations : ISI) dont lequel l'Etat joue un rôle important, par une collaboration entre les pays de la périphérie. Ces recommandations seront appliquées dans plusieurs pays (Argentine, Chili, etc.), mais elles se solderont par un échec cuisant. Elles vont même aggraver le degré de la dépendance de ces pays envers les pays développés, en raison de la nature des importations (biens d'équipement) nécessaires à la mise en place de l'ISI.

²AMIN, S. 1973. 1971. *L'accumulation à l'échelle mondiale: critique de la théorie du sous-développement*. Paris: Anthropos. Page 17.

1.2.2. L'école de la dépendance

Face à l'échec des solutions prodiguées par les structuralistes pour casser les verrous du sous-développement, une nouvelle école, plus radicale va faire émergence. Il s'agit de l'école de la dépendance composée de plusieurs courants qui vont d'anciens structuralistes (Furtado, Sunkel, Falleto...) jusqu'aux néo-marxistes (Emmanuel, Baran, Amin...).

Pour le premier courant, les pays sous-développés souffrent d'au moins quatre dépendances : une dépendance agricole (en raison de l'incapacité de la majorité d'assurer leur autosatisfaction alimentaire) ; une dépendance commerciale (les pays sous-développés sont obligés d'exporter des produits primaires et d'importer des produits manufacturés) ; une dépendance technologique et une dépendance financière (l'endettement vers les pays du Centre). Une sortie du sous-développement est envisageable, à travers une volonté politique, une réforme de structures économique une intégration régionale des pays de la périphérie

Pour le second courant, lors de l'échange, les pays du Centre exercent une extraction des ressources des pays de la périphérie, ces derniers sont amenés à payer des produits exportés toujours plus chers en raison de la différence des taux de salaires (Emmanuel, 1969). Par ailleurs, le commerce international constitue une occasion pour le capitalisme pour élargir son accumulation à l'échelle mondiale (Amin, 1971). Ce processus pourrait permettre l'émergence d'un secteur moderne, mais en réalité ce secteur ne représente que le processus de pénétration du capitalisme et l'accentuation du développement du sous-développement. Les pays de la périphérie doivent rompre avec le système capitaliste et s'insurger contre la bourgeoisie pour la prise et la redistribution du pouvoir entre les classes dans la périphérie.

Somme toute, pour l'explication du sous-développement par des facteurs exogènes aux sociétés, ces théories incriminent, à des degrés différents, les pays développés et le modèle libéral (les pays du Centre). Elles analysent les causes du sous-développement comme un processus historique.

Cet exposé succinct des théories pionnière, explicatives du sous-développement, va nous servir de référentiel auquel nous allons confronter l'expérience de l'économie marocaine dans le processus de développement, nous chercherons à vérifier à quelle mesure le Maroc converge avec ces théories économiques, l'une après l'autre ? Et de présenter, le cas échéant, les points de dissimilitudes de cette dernière avec chacune de ces théories.

2. L'économie marocaine au prisme des théories économiques du sous-développement

La confrontation de l'économie marocaine aux diverses théories du développement, nécessite, au préalable une présentation globale de l'évolution de celle-ci, depuis l'indépendance jusqu'à aujourd'hui.

2.1. Evolution de l'économie marocaine

Depuis son indépendance en 1956, le Maroc ambitionne d'assurer une vie digne à ces citoyens. D'emblée le Maroc a lancé plusieurs chantiers de réformes en vue d'un développement économique et social. Dans un contexte international marqué par la Guerre Froide, le Maroc a clairement choisi le modèle économique libéral plus proche, néanmoins

d'un capitalisme d'Etat, ce dernier a pris une grande responsabilité en matière d'investissement et de planification économique. Le secteur agricole s'est confié le rôle de locomotive économique. Jusqu'au début des années 1980, les exportations marocaines se réduisaient à quelques minerais (phosphate notamment) et certains produits agricoles (Agrumes, tomates...). Les sécheresses qui ont sévi durant les années 1980, l'accroissement démographique, l'augmentation des taux d'intérêt sur le marché mondial, le recul des cours de phosphates et le renchérissement de ceux des carburants vont aggraver le déficit de la balance commerciale et exploser le niveau de la dette marocaine (qui va atteindre le niveau de 87% du PIB en 1982). (Leymarie, 1993). Pour faire face à cette situation, le Maroc a mis en place un programme d'ajustement structurel (PAS). C'est ainsi, qu'un ensemble de mesures de stabilisation et d'ajustement ont été élaborées par le gouvernement et appuyées par une série d'accords de confirmation avec le FMI et de prêts d'ajustement sectoriel de la Banque Mondiale, par lesquelles, le pays s'est engagé à entreprendre des profondes réformes (privatisation, réduction des dépenses budgétaires, libéralisation économique, réforme fiscale, réformes bancaire, réformes du droit d'affaires, etc.). Ces réformes n'auraient qu'un faible effet sur les taux de croissance du PIB, durant la décennie 1990-2004 (Haut-commissariat au Plan, 2004). En revanche, il semble que le Maroc est en train de récolter les fruits des réformes structurelles entreprises dans les années précédentes. En effet, l'économie marocaine s'est inscrite dans une phase de croissance conforme à son potentiel d'environ 5% (le Maroc a réalisé une croissance annuelle moyenne de 4,3% durant la période 2008-2013 marquée par la crise financière, contre 4% pour la zone MENA). Cette croissance est fondée sur une nette amélioration de la valeur ajoutée des trois secteurs économiques, par une amélioration de la demande intérieure, par l'augmentation de l'investissement public et privé et par un léger redressement du commerce extérieur (Direction des Etudes et des Prévisions Financières, 2015). Néanmoins, l'économie marocaine affiche encore des fragilités structurelles qui entravent lourdement son émergence et qui menacent la consolidation et la pérennisation de la croissance du PIB, à l'image de l'apport négatif du commerce extérieur, la sous-exploitation du capital humain dans la fonction de production.

2.2. Une lecture de l'évolution, de l'état de l'économie marocaine à la base des théories de développement

2.2.1. Les cercles vicieux et l'économie marocaine

Pour analyser l'évolution de l'économie marocaine au prisme de la théorie des cercles vicieux de Nurkse, nous allons diviser la période en deux sous périodes : de 1956- 2004 et de 2005-2013. Ce choix est justifié par les niveaux d'écarts importants entre les grandeurs économiques mises en avant (taux d'investissement, taux d'épargne...).

2.2.1.1. La période 1956-2004

L'épargne est insuffisante, car le revenu est bas ; celui-ci est bas, car l'accroissement de la production bute sur les imperfections du marché, sur le manque de capitaux, sur l'absence de stimulant pour l'investissement, c'est le premier cercle vicieux pour Nurkse. Une lecture des statistiques économiques du Maroc confirme cette réalité. En effet, à titre d'exemple, le PIB marocain en 1964 est de 11 milliards de dirhams (le PIB par habitant est inférieur à 600 \$, dollar constant de 2000), soit l'équivalent de 3% du PNB français. Globalement, les décennies 1960 et 1970, sont caractérisées par un taux d'accroissement démographique élevé (de l'ordre de 2,7%), un taux de croissance économique oscillant aux alentours de 5% et un taux d'investissement d'environ 13% (Lambert, 1965).

Tableau 1 : Evolution du taux de croissance, du taux d'accroissement de la population et du taux d'investissement sur la période 1960-2004.

	1960-1971	1972-1982	1983-1993	1994-2004	1960-2004
Taux de croissance économique (en %)	5	4,9	3,1	3,7	4,2
Taux d'accroissement de la population	2,7	2,3	2,1	1,6	2,2
Taux d'investissement	12,4	22,9	22,4	22,4	22,3

Source : Les sources de la croissance économique au Maroc, HCP, 2005.

L'analyse du profil de la croissance de l'économie marocaine au cours de la période 1960-2004 fait ressortir les faits saillants suivants : Une croissance économique insuffisante avec un taux annuel moyen de 4,2% ; Un taux d'investissement (le rapport de la FBCF et le PIB) toujours en deçà des niveaux requis et nécessaires pour une véritable relance de l'économie marocaine (Elmalki, 1989).

Le niveau faible de l'épargne résultant d'un revenu nationale modeste se solde par un faible niveau d'investissement et inversement. Durant cette période, l'économie marocaine n'a pas pu décoller, car elle manquait de capitaux pour financer ses investissements. A ce propos, une étude³, des pays économiquement similaires au Maroc, jusqu'au début des années 1970 (la Corée du Sud, l'Egypte, la Malaisie, le Maroc et la Tunisie) mettent en lumière la forte liaison entre le niveau de croissance et le niveau d'épargne et le niveau d'investissement.

Au final, sur la période 1956-2004, le retard de développement de l'économie marocaine, est dû, entre autres facteurs, au niveau modeste de son investissement, et par conséquent, la théorie des cercles vicieux garde toute sa pertinence dans l'explication du non-décollage de l'économie marocain sur cette période.

Tableau 2 : Taux de croissance moyen, taux d'investissement moyen et taux moyen d'épargne sur la période : 1984-2004.

Pays	Taux de croissance du PIB	Taux d'investissement	Taux d'épargne nationale	Classement IDH en 2004
-Corée de Sud	7	34	36	26
-Egypte	4	19	21	111
-Malaisie	7	30	33	61
-Maroc	3	21	22	123
-Tunisie	4	27	23	87

Source : Les sources de la croissance économique au Maroc, HCP, 2005 et Banque mondiale.

2.2.1.2. La période 2005-2013

Contrairement à la période précédente, le début de la décennie 2000, le taux d'investissement et le taux d'épargne ont atteint des niveaux intéressants. L'augmentation de ces grandeurs est due, entre autres, à l'afflux des investissements directs étrangers (IDE) et à l'amélioration des transferts privés, en particulier les transferts des marocains résidants à l'étranger. En ce sens,

³Haut- Commissariat aux Plan, 2005. Les sources de la croissance économique au Maroc.

les IDE ont augmenté de 4,2% du PIB sur la période de 2000-2007 et de l'ordre de 3,9% sur la période 2008-2014, quant aux transferts des marocains de l'étranger, ils s'élèvent à 60 milliards de dirhams en 2014, soit un peu plus de 6% du PIB.

Tableau 3 : Evolution de quelques agrégats économiques sur la période 2005-2013

Années	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Taux de croissance en %	3,0	7,8	2,7	5,6	4,8	3,6	5,0	2,7	4,4
Taux d'investissement en %	28,8	29,4	32,5	38,1	35,6	35,0	36,0	35,3	34,2
Epargne nationale en % PIB	31,0	32,2	32,4	32,9	30,2	30,5	27,9	25,5	26,6
Capacité ou besoin de financement	2,2	2,7	-0,1	-5,2	-5,4	-4,5	-8,1	-9,7	-7,6

Source: Tableau de bord des indicateurs macro économiques. Direction des Etudes et des Prévisions Financières au Maroc, 2015.

Le taux moyen d'investissement est de 33,74% et le taux moyen d'épargne nationale atteint 29,80%, avec un besoin de financement sur pratiquement toute la période et pourtant le taux de croissance moyen n'est que de 4,14 % sur cette période. C'est un résultat non satisfaisant, comparé au rythme de croissance de pays comparables au Maroc. En effet, nous avons comparé le taux de croissance sur la période 2011-2014, avec des pays qui ont pratiquement le même niveau de vie (mesuré par le PIB par habitant) et quasiment les même taux d'investissement (voir tableau 3).

Tableau 4 : Taux moyen d'investissement, taux moyen de croissance de pays à PIB comparables, sur la période 2011-2014.

Pays	PIB moyen En dollar	Taux moyen d'investissement (%)	Taux moyen de croissance (%)
République du Congo	3249	30,14	4,15
Géorgie	3503	27,42	5,15
Indonésie	3615	34,27	5,68
Maroc	3085	34,46	3,64

Source : nos propres calculs à partir des données de la Banque mondiale.

La lecture du tableau montre l'incapacité de l'économie marocaine de tirer profit des ressources financières importantes disponibles, ce qui dénote sa faible aptitude à transformer le surplus de ressources financières en capacités productives, en comparaison avec d'autres pays (HCP, 2007).

Si nous regardons de près la structure de l'investissement : nous constatons qu'il est caractérisé par une consolidation de la part de la FBCF en produits du BTP et en produits de l'industrie, avec respectivement de 51,5% et 40,2% en moyenne, durant la période 2008-2013 contre 6,5% en produits des services et 1,8% en produits de l'agriculture, chasse et services annexes.

Or, l'analyse de Nurkse est fondée sur la théorie de la croissance équilibrée, énoncée par Rosenstein-Rodan (Vander Eycken, 1964), suppose que les investissements doivent être répartis uniformément sur l'ensemble des secteurs économiques pour augmenter le pouvoir d'achat de l'ensemble de la population et constituer des débouchés pour l'ensemble des secteurs économiques. Le Maroc a choisi, au contraire de concentrer ses investissements sur deux principaux secteurs (le BTP et l'industrie), il s'est inspiré donc de la théorie de la croissance déséquilibrée, développée par Hirschmann qui stipule que les investissements dans les pays sous-développés, doivent cibler un ou deux secteurs prioritaires.

En résumé, conformément à l'analyse du sous-développement par les cercles vicieux, nous pouvons dire que, sur la période 1956-2004, l'économie marocaine souffre de la faiblesse de l'investissement pour se lancer dans la croissance. En revanche, lorsque le niveau de l'investissement est devenu satisfaisant, grâce à l'affluence de capitaux étrangers, que l'économie marocaine n'a pas su tirer amplement profit de ce niveau d'investissement. Par ailleurs, le Maroc a fait le choix, contrairement aux préconisations de Nurkse, de concentrer ses investissements sur uniquement deux secteurs économiques.

2.2.2. Le dualisme économique et l'économie marocaine

Nous allons essayer de dégager les points de convergence et de divergence entre la théorie du dualisme de Lewis et l'économie marocaine.

2.2.2.1. Les points de convergences entre le modèle de Lewis et l'économie marocaine

Selon cette théorie les pays sous-développés se caractérisent par la coexistence de deux secteurs économiques disparates. L'économie marocaine ne déroge pas à cette réalité. En effet, au côté du secteur capitaliste instauré par le protectorat et développé par le secteur privé et par l'Etat par la suite, dans le milieu urbain, existe et résiste encore un autre secteur plus traditionnel, agricole dans les campagnes et artisanal dans les centres urbains, caractérisé par une faible productivité en raison de l'exiguïté des exploitations, un faible niveau de capitalisation (moins de capital physique, installations, outils, technologie), l'absence de règles et normes institutionnelles du travail. (Benali, 1983). Il est vrai que ce secteur traditionnel, très majoritaire dans les années 1960, a connu une baisse forte et continue, au moins dans sa composante rurale : (d'après les résultats des recensements, la population rurale est passée de l'ordre 70,7 % en 1960 à 40,3% en 2014).

Par ailleurs, Lewis suppose dans son modèle que l'excédent du facteur travail, c'est-à-dire la quantité de travail qui peut être retirée d'un secteur traditionnel sans diminution de la production dans ce secteur. Force est de constater, que la baisse de la population travaillant dans le secteur agricole n'a pas fait baisser la production agricole, au contraire, le PIB agricole a plus que doublé depuis les années 1960 selon les statistiques du ministère de l'agriculture.

2.2.2.2. Les points de divergence entre le modèle de Lewis et l'économie marocaine

Pour le modèle de Lewis, l'absorption du secteur traditionnel par le secteur moderne n'est que question de temps, car le surplus de main d'œuvre constitue une aubaine pour la croissance du secteur moderne. Or, au Maroc, l'emploi dans le secteur moderne a augmenté moins rapidement que l'augmentation de ce travail provenant du secteur traditionnel, par la simple raison de l'incapacité structurelle de l'économie marocaine, secteur moderne compris, à créer autant d'emplois. En réalité, l'excédent de main-d'œuvre désertant le secteur traditionnel s'est orienté vers le secteur informel (ensemble des activités économiques qui, sans avoir la volonté délibérée de se dissimuler, ne sont pas déclarées). Les diverses enquêtes menées par le Haut-Commissariat au Plan en 1988, 1999, 2007 montrent toutes, une augmentation des effectifs dans ce secteur. Il s'agit d'un secteur hétérogène quant à ses caractéristiques (Khalfaoui, 2015), difficilement complètement assimilable à un secteur ou à un autre.

Par ailleurs, le modèle part de l'hypothèse selon laquelle, le maintien des taux salaires stables garantit le réinvestissement du profit par le secteur moderne (la théorie de freinage salariale), or au Maroc, le salaire réel non seulement n'a pas augmenté, mais il a baissé pratiquement dans toutes les branches durant les années 1980 (Mouïme, 2001), mais ça n'a pas engendré une augmentation significative de l'investissement privé. Donc le contexte marocain, ce ne sont pas les hausses du salaire réel qui ont empêché l'accumulation du capital par le secteur moderne.

In fine, même si la dualité de l'économie marocaine est factuelle, la confrontation du modèle de Lewis avec l'évolution de l'économie marocaine laisse apparaître une divergence certaine (la persistance d'un secteur traditionnel et sa mutation en un secteur hybride, l'investissement ne dépend totalement du niveau du salaire réel).

2.3.1. L'économie marocaines et les étapes de Rostow

Selon cette théorie, si le Maroc est encore sous développé, c'est parce qu'il n'a pas encore achevé le chemin menant au développement. Sauf que depuis son indépendance en 1956, le pays a exprimé clairement sa volonté de se développer et nous sommes 2015, il est encore classé parmi les pays sous-développés. Cela signifie que, de deux choses l'une : ou l'économie marocaine s'est déjà engagée dans le processus décrit par la théorie de Rostow et elle est en train de rattraper le retard ou que la théorie de Rostow n'est pas transposable à la société marocaine.

2.3.1.1. La concordance entre l'évolution de l'économie marocaine et la théorie de Rostow

Juste après l'indépendance, il faut reconnaître qu'une grande frange de la société marocaine se ressemble aux caractéristiques de la société traditionnelle, décrite par le modèle de Rostow : une prépondérance du secteur agricole (le PIB agricole dépassait les 33% du PIB total, la population rurale avoisine les deux tiers de la population totale). Quant aux rapports sociaux de production, ils sont fondés sur de « purs liens de parenté régis par le principe de prestation-redistribution, qui exclut la rémunération du travail effectué. La domination de l'aîné trouve pourtant sa contrepartie dans l'obligation où il se trouve, de nourrir les jeunes ménages et d'administrer avec prévoyance la subsistance du groupe : la fonction de commandement implique la réciprocité des services rendus⁴. » C'est un secteur incapable de

⁴ Benali, D. (1983). Le Maroc précapitaliste, Société Marocaine des Éditeurs Réunis. Page 66.

fournir un surplus de croissant en raison de son irrationalité et son attachement à des pratiques périmées.

Ensuite, la transition de la société traditionnelle vers une société plus moderne, suppose la réunion de conditions propices à cette évolution. C'est la phase des conditions préalables au décollage dans le processus de Rostow. L'examen de l'évolution de l'économie laisse apparaître certaines l'avènement de certaines conditions décrites par ce modèle de croissance. En effet, depuis le début des années 1990, plusieurs réformes ont été entreprises par le Maroc pour préparer le terrain pour assurer à son économie son décollage, dans le sens de Rostow : nous pouvons citer à ce propos :

- l'assainissement des droits d'affaires, la privatisation et l'encouragement de l'investissement privé, la baisse de la fiscalité sur les entreprises ont eu un impact sur le secteur des industries (qui a vu sa part dans le PIB passé de 14,2 % en 1967 à 19% en 2014) ;
- la réforme bancaire et la réforme des marchés financiers ont stimulé la croissance économique par le financement des entreprises : les crédits à l'économie ont représenté 83,2% en 2014, avec une augmentation du nombre de sociétés cotées en bourse ;
- en matière de transport, le Maroc a pu durant ces dernières années, réaliser une véritable rattrapage dans le domaine des infrastructures et de transport (autoroutes, ports, chemins de fer, aéroports...), il s'est doté d'un réseau autoroutier favorisant les échanges entre les différents pôles régionaux dans les meilleures conditions de transport et de sécurité, il a triplé son linaire de voies express, il a désenclavé le milieu rural avec un linaire de 15 600 kilomètres. Concernant les télécommunications, le Maroc a réalisé une mutation dans ce secteur, marquée par l'introduction de la 4G en 2015 et le développement par les opérateurs d'un contenu monétarisé, en plus de l'équipement des nouvelles constructions de la fibre optique.

En plus, le Maroc a connu des transformations juridico-économiques profondes, avec la constitution adoptée en 2011. Le pays s'est inscrit dans un processus de modernisation institutionnelle qui prône le renouvellement, la féminisation et le rajeunissement de la classe politique et qui accorde une place importante à la société civile.

Néanmoins, les deux autres secteurs clés dans le décollage selon l'analyse de Rostow, à savoir l'agriculture et le commerce extérieur ne sont pas encore au rendez-vous : en effet :

- l'agriculture marocaine reste tributaire de la pluviométrie et demeure assez traditionnelle quant à son organisation, sa contribution à la formation du PIB est très volatile, à titre d'exemple, la croissance de la valeur ajoutée de ce secteur était de l'ordre de -3,1% sur la période 1995-1999. Cette faiblesse du secteur agricole pèse sur la balance commerciale du Maroc, qui a vu l'augmentation de la part des produits alimentaires importés de 2,6 points, passant en moyenne de 9,8% à 10,1% durant la période 2008-2014.

- le commerce extérieur qui constitue la plus grande faiblesse de l'économie marocaine (le déficit commercial est de 24% du PIB, en 2012) et par une contribution chroniquement négative au PIB, dans la mesure la valeur des importations est toujours supérieure à celle des exportations. Par ailleurs, la part du marché mondial détenue par le Maroc a quasiment stagné entre 2000 et 2013. Cette part s'est située autour de 0,11% durant la période 2000-2007 et de 0,12% durant la période 2008-2013. À l'opposé de la tendance marocaine, les principaux concurrents du Maroc ont consolidé leurs parts de marché entre 2000 et 2013. En effet, les pays tels que la Chine, l'Inde, la Pologne, le Brésil, la République Tchèque, la Turquie la Corée du Sud, le Chili, la Singapour et la Hongrie affichent une part importante dans le marché mondial et améliorent continuellement leurs positions exportatrices.

En outre, le nombre moyen de création d'entreprises sur la période 2011-2015 (selon les statistiques de la Banque mondiale) s'élève à 34658, c'est un nombre qui reste faible par rapport aux 49203 créations en Malaisie et les 48787 créations du Pérou (deux pays à même population que le Maroc). L'entrepreneur et la dynamique entrepreneuriale sont des vecteurs de diffusion de l'innovation et de progrès technique dans une économie, or les statistiques du Maroc dans ce domaine montrent qu'il est encore en retard pour insuffler un dynamisme économique.

A ces trois handicaps, s'ajoute la faiblesse et la fluctuation de la productivité globale des facteurs de production de l'économie (Zaimi, 2002). Le capital humain souffre de la faiblesse du niveau d'instruction (taux d'alphabétisation faible, durée moyenne d'étude courte...) et de l'inadéquation de la formation avec les besoins du marché du travail. Par ailleurs, au Maroc les activités à faible contenu technologique représenteraient à peu près 72% de la valeur ajoutée industrielle et 77% des exportations marocaines (Chater, 2012).

Pour récapituler, selon les conditions préalables au décollage décrites par Rostow (Conte, 2003), ne sont pas totalement réunies dans l'économie pour passer à la troisième étape, celle du décollage. En bref, le chemin vers le développement de l'économie marocaine, au prisme de la théorie des étapes de la croissance économique, devrait se situer à la deuxième étape du stade de développement de l'économie marocaine.

2.3.1.2. Les discordances entre l'évolution de l'économie marocaine et la théorie de Rostow

Les insuffisances du schéma de Rostow à l'explication de l'état de l'économie marocaine, sont globalement les mêmes que celles évoquées par la littérature économique. Nous pouvons citer, notamment les remarques suivantes :

Comparer le processus de développement de la Grande Bretagne avec celui du Maroc, est un contresens, le contexte historique du XVIII^e siècle est totalement différent de celui du XX^e siècle. La mondialisation de l'économie et toutes les conséquences qui vont avec, rendent la tâche beaucoup plus difficile à se développer aujourd'hui qu'il y a deux siècles, cela est d'autant plus vrai pour un pays comme le Maroc a une histoire différente (protectorat, endettement...) que celle de la Grande Bretagne.

Rostow insiste sur le rôle décisif de l'élévation du taux d'investissement au-dessus du seuil de 10 % du revenu national comme facteur déclencheur du décollage, or au Maroc, ce taux est largement dépassé et pourtant le Maroc n'a pas encore entamé la phase de décollage. Par conséquent, en termes d'investissement ce n'est pas le niveau qui importe, c'est davantage l'usage qui en fait (la preuve des pays, comme la Corée du Sud, la Turquie, le Mexique,... ont pu entamer un essor économique avec des niveaux de taux d'investissement bien inférieurs à ceux enregistrés par l'économie marocaine).

La possibilité de chevauchement des étapes, pour Rostow l'apparition de secteurs industriels capables de provoquer l'apparition d'industries d'amont et d'aval, est une caractéristique de la troisième étape, celle du décollage. Même si, nous estimons que l'économie marocaine se situe encore dans la seconde étape, force est de constater, ces dernières années, l'émergence

de nouveaux secteurs à l'exportation, notamment l'automobile, l'aéronautique et l'électronique qui ayant insufflé une nouvelle dynamique dans l'offre exportable du Maroc et contribuent fortement au changement de sa structure. Ainsi, le secteur de la mécanique au Maroc a vu sa part de marché passer de 0,01% à 0,03% tirée essentiellement par la filière aéronautique, dont la part est passée de 0,03% à 0,14% entre 2000 et 2012. De même, l'automobile et l'électronique ont amélioré leur part de marché, passant respectivement de 0,004% et 0,08% en 2000 à 0,07% et 0,28% en 2012. Le secteur de la chimie a, également, gagné des parts de marché (passant de 0,19% à 0,26%), étant donné que le Maroc dispose de la plus importante réserve mondiale en phosphates (d'après le rapport de la Direction des Etudes et des Prévisions Financières, 2015).

Le modèle de Rostow sous-entend une grande homogénéité économique territoriale. Or, le Maroc, en tant que pays sous-développés, souffre d'importantes disparités entre les différentes régions qui constituent son territoire. Ces disparités portent sur la croissance démographique, les secteurs sociaux, le niveau des infrastructures et la dynamique économique, et leur évolution est déterminée principalement par trois facteurs : l'urbanisation, les migrations et la localisation des activités (Elansari, 2009). Pour illustrer ce propos, selon les statistiques du HCP, sur seize régions, quatre régions créent plus de la moitié de la richesse nationale (51,2 % du PIB en valeur). Il s'agit de la région du Grand Casablanca (23,4% du PIB), de Rabat-Salé-Zemmour- Zaer (11,6%), de Tanger-Tétouan (8,5%) et de Souss-Massa-Draâ (7,7%). Ce clivage entre des régions économiques dynamiques, fortement urbanisées et d'autres agricoles et apathiques, n'est pas propice à un décollage diffus et concomitant de l'ensemble des régions marocaines.

2.4.1. L'analyse structuraliste

Selon les tenants de ce courant, le sous-développement est la conséquence d'une incapacité héritée, de certaines économies à s'insérer dans le commerce international. Cette difficulté résulte d'une spécialisation désavantageuse, imposée à ces pays qui exportent pratiquement des produits à faible valeur ajoutée (minerais, produits agricoles...) et importent des produits manufacturés à grande valeur ajoutée. Il en découle une dégradation continue des termes de l'échange au détriment de ces pays.

2.4.1.1. Les obstacles à l'insertion de l'économie marocaine dans le commerce international

Le plan quinquennal 1973-1977 adopté par le Maroc, dont les grands traits sont assez proches des recommandations des économistes structuralistes. Ce programme visait en effet deux principaux objectifs (Elmalki, 1976):

- le développement industriel grâce à un programme d'investissement ambitieux chiffré à 26,3 milliards de dirhams, soit plus du double du montant des investissements prévus pour le plan quinquennal 1968-72 (12,2 MD en dirhams courants). L'accélération de l'augmentation du volume des investissements porterait ainsi le taux d'investissement moyen annuel à 18 %, et à 23 % en 1973 contre 15,8 % en 1972. Il s'agit d'une industrialisation par substitution des importations ;
- la promotion du secteur des exportations : basée sur la libéralisation du commerce extérieur et s'accompagne de plusieurs mesures d'encouragement à caractère administratif, juridique, financier et fiscal (exonération de l'impôt sur le profit professionnel pendant 10 ans, la

garantie de transfert des dividendes et la garantie de transfert du capital investi, la création d'un Centre Supérieur des Exportateurs, etc.).

Pour financer ce programme, en plus de l'endettement, le Maroc comptait sur une augmentation des recettes du phosphate dont les cours ont enregistré une augmentation exponentielle de 200%, passant de 14,25 dollars la tonne en 1973 à plus de 68 dollars en 1975 (Annani Mensah, 2003) et l'amélioration des rentrées des produits agricoles (agrumes, tomates...). Toutefois cette augmentation de la valeur des exportations a été accompagnée par une augmentation plus importante des cours de pétrole, des céréales et des biens manufacturés. Ce qui va provoquer une aggravation du déficit commercial, car la progression a été plus forte pour les importations (+ 31 %) que pour les exportations (+ 27 %).

En résumé l'ambition du plan quinquennal 1973-1977 d'asseoir les conditions d'un décollage économique, à travers une industrialisation de l'économie marocaine et la consolidation de ses parts de marchés sur l'international, va subir un échec cuisant, caractérisé par une détérioration des équilibres macroéconomiques, à cause d'une régression de la production agricole en raison d'une mauvaise campagne (qui représente un tiers du PIB), un creusement du déficit commercial et le renchérissement de crédit international. Par conséquent, dès le début des années 1980, l'économie marocaine se trouve dans situation critique (augmentation alarmante de la dette extérieure, déficit budgétaire et commercial inquiétant), et donc la nécessité d'adopter en septembre 1983, avec l'appui du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale, dans un programme d'ajustement structurel.

Même si les réformes adoptées dans le cadre du PAS, ont pu rétablir les équilibres macroéconomiques vers la fin des années 1990, il faut constater que, jusqu'aujourd'hui, l'économie marocaine peine à faire sa place dans le commerce international, comme en témoigne les chiffres suivants : la part du marché mondial détenue par le Maroc a quasiment stagné entre 2000 et 2013. Cette part s'est située autour de 0,11% durant la période 2000-2007 et de 0,12% durant la période 2008-2013.

Au final, le diagnostic établi par l'école structuraliste sur les causes du sous-développement, s'apparente avec l'économie marocaine (faiblesse de l'agriculture, difficulté à s'insérer dans le commerce international en raison d'une spécialisation défavorable, etc.).

2.4.1.2. Les insuffisances intrinsèques de l'économie marocaine pour s'insérer dans le commerce international

Les structuralistes insistent sur les obstacles exogènes imposés aux économies sous développées. Or une lecture historique, montrent que des pays sous-développés jusqu'à la fin des années 1950, ont pu s'insérer dans le commerce international, mieux ils sont devenus des puissances exportatrices (et donc des pays comparables, sinon assez proches, des pays développés comme les quatre dragons (la Corée du Sud, Hong Kong, Singapour et Taïwan), et récemment les pays du BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine). (Voir tableau 5).

Tableau 5 : Evolution des parts de marché absolues du Maroc et d'un échantillon de pays concurrents

Pays / Périodes	1990-1994	1995-1999	2000-2007	2008-2013
Maroc	0,13	0,13	0,11	0,12

Turquie	0,38	0,44	0,60	0,78
Corée du Sud	2,02	2,37	2,53	2,90
Malaisie	1,07	1,38	1,34	1,24
Indonésie	0,85	0,90	0,84	0,98
Chili	0,25	0,30	0,35	0,43
Mexique	1,25	1,91	2,16	1,91

Source : Calcul DEPF sur la base des données de l'OMC.

La lecture du tableau ci-dessus, montre la stagnation de la part du marché de l'économie marocaine, alors que cette part a significativement augmentée pour l'ensemble des pays concurrents. Cette faiblesse de l'économie marocaine à s'emparer d'une grande part de marché est due à trois principaux facteurs (d'ordre interne) :

-la lenteur du processus de diversification de l'offre exportable, en effet, sur la période 2008-2014, la structure des exportations est marquée par la faiblesse des parts des produits finis d'équipement (15%) et par l'hégémonie des produits à faible valeurs : les produits finis de consommation (24,9%), les produits d'alimentation (17,6%) et les produits bruts (11,3%) ;

-la concentration des exportations sur un nombre limité de clients, sur la même période, les pays de l'union européenne (des 27 pays) accueillent 60,4 % des exportations marocaines, notamment la France et l'Espagne qui représentent respectivement 21,5% et 18,7% des exportations marocaines. Ce qui constitue une forte dépendance envers ces marchés qui risque d'affecter les exportations en cas de baisse la demande dans ces pays comme c'était le cas pendant la dernière crise économique ;

-un bilan peu avantageux pour le Maroc, tiré des divers accords de libre-échange signés (Rahmani, 2015). Que ce soit l'accord signé avec l'Union Européenne, Les Etats-Unis ou la Turquie, ils n'ont fait qu'accentuer le déficit commercial de l'économie marocaine. Il était plus judicieux pour le Maroc de s'orienter vers les pays africains qui sont en plein croissance pour conclure des accords commerciaux.

En conclusion, l'insertion de l'économie marocaine dans le commerce international, n'est pas, contrairement à l'analyse structuraliste, une difficulté insurmontable, puisque d'autres pays, similaires au Maroc, l'ont réussi. Il reste à l'économie marocaine de se redresser pour profiter de la libéralisation des échanges commerciaux et faire sa place dans le commerce international pour enfin entamer son décollage économique.

Conclusion

Nous avons essayé à travers cette étude, d'analyser l'état et l'évolution de l'économie marocaine à la lumière des théories pionnières du sous-développement. Cet exercice montre que globalement, que ce soit en matière de l'analyse des causes du sous-développement, ou en termes de solutions préconisées, le modèle théorique, quel qu'il soit, reste globalement assez proche de la réalité de l'économie marocaine, mais il marque aussi des écarts notoires. Ce qui confirme le caractère complexe du phénomène du sous-développement. Le tableau suivant tente de récapituler les principaux points de convergence et de divergence entre l'économie marocaine et les théories explicatives du sous-développement traitées dans ce travail.

Tableau 6 : Points de similitude et d'écart entre l'économie marocaine et les théories du sous-développement

	Similitude	Ecart
La théorie des	-Existence des cercles vicieux de pauvreté sur la période 1956-2004 : Faiblesse de l'épargne, faiblesse de	-un taux d'investissement conséquent sur la période 2005-2013 qui ne se solde pas par une croissance

cercles vicioux de Nurkse	l'investissement, faiblesse de la production.	économique idoine ; -un investissement ciblant deux secteurs économiques.
La théorie du dualisme économique de Lewis	-une économie avec deux secteurs économiques : moderne et traditionnel ; -une diminution progressive de la part du secteur traditionnel au profit du secteur moderne ; -déplacement du travail du secteur traditionnel sans faire baisser la productivité dans ce secteur.	-l'apparition d'un troisième secteur (le secteur informel) hybride et inclassable ; -l'incapacité du secteur moderne à créer autant d'emploi pour absorber le surplus de la main d'œuvre excédentaire ; -la stabilité du taux de salaire ne s'est pas traduite par une augmentation importante de l'investissement privé.
La théorie du retard économique de Rostow	-des caractéristiques communes entre les deux premières étapes de Rostow : la société agricole, la faible productivité et l'économie marocaine ; -les conditions préalables au démarrage, l'amélioration des infrastructures, du transport et des télécommunications, la bancarisation de l'économie, etc.	-l'élévation du taux d'investissement n'a pas entraîné le décollage de l'économie marocaine ; -le chevauchement des étapes : l'apparition des secteurs moteurs dans l'économie marocaine avant l'étape du décollage ; -l'hétérogénéité économique des régions marocaines.
La théorie structuraliste de Perbisch	-la structure de l'économie marocaine ne lui permet pas un développement économique à travers le secteur des exportations ; -la dégradation des termes de l'échange ; -l'insertion dans le commerce international est d'ordre exogène.	-des pays semblables au Maroc ont réussi à augmenter leur part dans le marché international ; -la difficulté de l'insertion de l'économie marocaine dans le commerce international est aussi due à des dysfonctionnements internes.

Références

- AMIN, S. 1971. L'accumulation à l'échelle mondiale: critique de la théorie du sous-développement. Paris: Anthropos.
- ANANI MENSAH, A.2003. Dynamique et comportements stratégiques sur le marché international du phosphate. Mondes en développement. 2003/2 (no 122), p. 37-56.
- ASSIDON, E. 2002. Les théories économiques du développement. Paris : La Découverte et Syros.

- BELEM, G.2010. Du développement au développement durable : cheminement, apports théoriques et contribution des mouvements sociaux. Les cahiers de la CRSDD • collection recherche.
- BENALI, D. 1983. Le Maroc précapitaliste. Rabat, Société Marocaine des Éditeurs Réunis.
- BENETTI, G.1974. L'accumulation dans les pays capitalistes sous-développés. Paris : Éditions Anthropos.
- BETTELHEIM, C. 1971. Planification et croissance accélérée. Paris, F. Maspero.
- BRETON, Y.1980. Pensée économique classique et sociétés attardées (1759-1873), Thèse de Doctorat d'Etat en Sciences économiques - PARIS I - PANTHEON - SORBONNE.
- CHATER, M et al. 2012. Quelle contribution du capital humain à la compétitivité globale du Maroc ? Institut Royal des Etudes Stratégiques. Rabat.
- CARLUER, F.2002. Les théories du développement économique. Presses universitaire de Grenoble.
- CONTE, B. 2002. Les cercles vicieux de développement. Cours économie du développement, université Montesquieu Bordeaux IV.
- CONTE, B. 2003. Le sous-développement : retard de développement. Cours économie du développement, université Montesquieu Bordeaux IV.
- CONTE, B. 2004. La diversité des approches du développement. Cours économie du développement, université Montesquieu Bordeaux IV.
- DIRECTION DES ETUDES ET DES PREVISIONS FINANCIERES AU MAROC. 2015. Tableau de bord des indicateurs macroéconomiques. Rabat.
- EL ANSARI, R.2009. Dynamique régionale et développement inégal au Maroc. Communication au colloque international Inégalités et développement dans les pays méditerranéens Université de Galatasaray, Istanbul, Turquie 21-22-23 Mai.
- ELMALKI, H.1989. Trente ans d'économie marocaine : 1960-1990. Paris, Edition, CNRS.
- ELMALKI, H.1976. Chronique économique. Revue Juridique, Politique et Economique du Maroc. Numéro 1, pp 195-222.
- EMMANUEL, A. 1969. L'échange inégal. Essai sur les antagonismes dans les rapports économiques internationaux. F. Maspero.
- GUNDER FRANK, A. 1972. Développement du sous-développement de l'Amérique Latine. Paris, Maspero.
- HAUT COMMISSARIAT AU PLAN. 2005. Les sources de la croissance économique au Maroc.

- HAUT COMMISSARIAT AU PLAN. 2007. Croissance économique et développement humain : Eléments pour une planification stratégique 2007-2015.
- KHALFAOUI, A.2015.Les unités de production informelles au Maroc : une analyse comparative à l'échelle régionale. Journal of business and economics. Vol 3, numéro 2. P 197-209.
- KUZNETS, S. 1972. Notes sur le décollage, Croissance et structure économique, Paris, Calmannlévy.
- LAMBERT, D. 1965.La situation économique et financière du Maroc, chronique bibliographique. Tiers-Monde. Volume 6 Numéro 23 pp. 827-841.
- LEYMARIE, S. et TRIPIER, J. 1993. Maroc: le prochain dragon. Paris, France: Karthala.
- LEWIS, A.1954. Economie development with unlimited supplies of Labor. Manchester Scholl of Economie and social Studies .Manchester.
- MOUIME, M. 2001.Salaire d'effcience et alignement des salaires sur les prix. Direction de la politique économique générale. Document de travail numéro 66.
- RAHMANI, M. 2015.Accord de libre-échange Maroc-UE: Déséquilibre financier et endettement. Accords de libre-échange, des accords coloniaux contre les peuples : Analyse des accords de libre-échange liant l'Union européenne et le Maroc. Editeur, ATTAC CADTM Maroc.
- ROSTOW, W, W.1962. Les étapes de la croissance économique. Paris. Ed. Du Seuil.
- SAMUELSON, P. 1964. L'Economique - techniques modernes de l'analyse économique. Traduction de Gaël PAIN - Paris - A. COLIN.
- SZENTES, T.1986. Économie politique du sous-développement. Paris, Vol. 15. Editions L'Harmattan.
- VANDER EYCKENV, H. 1964. Croissance équilibrée ou déséquilibrée? Brussels Economic Review. Numéro 22, pp 243-252.
- ZAIMI, K. 2002.La productivité globale des facteurs. Direction de la Politique Economique Générale. Document de travail numéro 76.